

Alerte ! Abattages de troupeaux !

66 min · Les Patriotes

Anne-Marie Cousteau : Alors, bonsoir à tous. Je suis Anne -Marie Cousteau, référente nationale des patriotes pour l'agriculture. Et aujourd'hui, nous allons faire une seconde vidéo avec trois éleveurs. Et je vais vous expliquer tout à l'heure pourquoi. Mais tout d'abord, rappelons un petit peu. Alors, l'Union européenne accuse les vaches de contribuer au réchauffement climatique. Et elle a programmé l'abattage de troupeaux avec une baisse de 25 % du cheptel bovin laitier et de 33 % du cheptel bovin pour la viande. Soit une baisse de plus de 1,5 million de vaches d'ici à 2050. La Commission européenne a laissé aux États membres le soin de décider par quel moyen ils allaient parvenir à ces résultats, à cette hécatombe. On peut le dire comme ça. Alors nous, les patriotes, nous tenons à défendre nos éleveurs parce qu'ils sont l'avenir de notre souveraineté alimentaire et de l'entretien de notre environnement. Et puis tout simplement parce qu'on aime aussi les animaux et puis parce qu'on aime la bonne viande. Et puis voilà, pour tout un tas de raisons. Alors, j'ai déjà fait une première vidéo sur le sujet des conséquences pour les agriculteurs du marché européen de l'électricité, avec un agriculteur qui était impacté par l'explosion de ses factures d'électricité et deux autres qui étaient impactés par des éoliennes qui avaient complètement décimé leurs troupeaux. Et il y en a des milliers dans le même cas que lui. Alors aujourd'hui, nous allons parler d'un autre problème et finalement d'une autre manière d'éradiquer les troupeaux. Il s'agit de la tuberculose bovine. La tuberculose bovine a toujours existé à l'état endémique. Mais cela ne se voyait que rarement car les vaches avaient une immunité naturelle très développée. Quand tu ne donnais des signes de la maladie, on le découvrait souvent à l'abattoir. Ou si on le découvrait avant, eh bien, on isolait la vache malade. La plupart du temps, on l'abattait, mais on ne touchait pas au reste du troupeau. Or, depuis 2013, la mycobactérie *Mycobacterium bovis* est subitement et mystérieusement réapparue en force. Aujourd'hui, on compte environ 81 cas pour toute la France, soit une centaine d'élevages par an. Les principaux foyers étaient d'abord à Normandie et aujourd'hui surtout dans le sud-ouest et dans la partie Aquitaine, avec 18 foyers dans les Pyrénées Atlantiques, principalement au Pays Basque, 8 en Gironde et 15 en Dordogne et puis aussi en Corse. Alors, précisons qu'en Dordogne, le nombre de foyers est en baisse, puisqu'il était de 21 en 2023 et qui n'est plus aujourd'hui que de 15. Alors, on a commencé à abattre des troupeaux entiers pour une seule vache malade. C'est ce qui s'est passé donc en Normandie, notamment, et cela a suscité une grande émotion. Mais c'est très exactement le 8 octobre 2023 qu'un arrêté a été pris par le pouvoir exécutif pour, disent-ils, assainir un foyer de tuberculose. Et cet arrêté prescrit l'abattage total du troupeau. Cela s'applique quasiment systématiquement, sauf quelques dérogations, mais nous y reviendrons peut-être, pour des troupeaux de plus de 60 vaches. Alors voilà, j'ai invité ce soir trois paysans résistants, parce que moi j'aime bien les résistants, pour en parler. Amandine, Nicolas et Frédérique. Et je vais leur demander maintenant de se présenter. Allez, celui qui veut commencer, le premier. Amandine, allez, honneur aux femmes.

Donc, moi je suis Amandine Béchat, je suis sur la commune de Saint-Barthéline-de-Belgarde. Et donc, avec mon frère Nicolas, on a un troupeau d'une cinquantaine de bourrins. On a été soumis par les services vétérinaires à l'abattage total du troupeau.

Anne-Marie Cousteau : Et bien voilà, on va y revenir. Donc vous êtes en plein cœur du Périgord vert. C'est ça. Pour l'immunité du bétail. Un système extensif. Voilà, un extensif en plus. Voilà, super. Et Frédérique?

Donc moi pareil, donc Périgord vert, Michel Boudouble. On est là exceptionnellement, on était arrivés

à 56 bourgains parce qu'on a eu un incendie sur la ferme l'année dernière. Donc on avait plus d'eau au niveau de la ferme. Donc on a été obligés de mettre tous les animaux, même ceux qui étaient bons à vendre au pâturage, pour l'amendement, pour faciliter les travaux. Et donc au mois de novembre, fin novembre, donc là pour philapsie, donc un troupeau, la particularité, on n'introduit pas d'animaux extérieurs. On renouvelle que le taureau pour éviter justement des problèmes de maladie qui pourraient arriver.

Anne-Marie Cousteau : Frédérique, excusez -moi de vous interrompre, mais on y reviendra tout à l'heure. Mais d'abord, avant de commencer, donc, excusez -moi, je suis désolée. Avant de commencer là -dessus, j'aimerais qu'on parle d'un autre éleveur du Périgord vert que vous connaissez bien, Serge Leschamps. Parce que ce paysan résistant à qui l'on vient d'enlever une partie de son troupeau, puisque sur les 38 bêtes qu'il avait, il ne lui en reste plus que 14. Et qu'elles sont menacées de disparaître, elles aussi, il a une sursis, on dirait donc, parce que justement, parce qu'il a résisté et parce qu'il y a eu une résistance. Voilà. Et donc moi, j'aimerais que vous parliez de ce formidable mouvement de résistance qu'il y a eu autour de lui, cette solidarité, je crois, en passant par -dessus les divergences syndicales, y compris. Et comment vous vous êtes organisés, ce que ça a donné. Voilà. Et après, on reviendra sur vos cas, vous. J'aimerais bien qu'on rende hommage quand même à Serge. Oui, oui, oui, parce que c

'est lui, c'est lui le précurseur en la matière. Voilà. Oui, donc, Serge, nous, on s'est rencontré il n'y a pas très, très longtemps. Il est venu à une de nos réunions qui a été organisée à la commune de Saint -Martel -et -Mille, à la mairie, exactement, à la présence du Préfet et de quelques autres personnes de services vétérinaires et autres. Moi, j'ai pas eu le chance de le voir ce jour -là parce qu'on était dans la mairie. On s'est rencontré après quand on a été sur sa ferme, le jour où ils ont essayé d'embarquer les animaux. Donc, je crois que c'était le 23 mai exactement. Ils ont essayé d'embarquer de force. Il y avait un dispositif vraiment incroyable pour un pauvre éleveur, un pauvre petit éleveur qui essayait de sauver ces bêtes. C'est quand même incroyable. Et c'est vrai

Anne-Marie Cousteau : que... Fais -nous raconter ça parce que quand même, c'est important que nos auditeurs sachent comment les autorités se comportent vis -à -vis de nos paysans quand même. Il y

a quand même un dispositif énorme au niveau gendarmerie. 30 gendarmes. 30 gendarmes. Il y avait quand même des agents, je crois, de l'OFB. Il y avait quand même des barrages de gendarmerie pour arriver à rentrer dans sa ferme. C'était très compliqué. Même les journalistes ont eu beaucoup de mal. Ils ont été arrêtés à l'entrée du village. Donc c'est très très compliqué. Ça a été très très compliqué. Et je pense que heureusement qu'il y avait de la solidarité autour de l'exploitation là -bas et que la Confédération paysanne était présente. Il y avait des amis de la Confédération paysanne présentes et d'autres amis non syndiqués, etc. Là -bas, il y a beaucoup de gens même non syndiqués. C'est vrai que la Conf a fait un gros travail là -bas au niveau soutien. Mais après, bon, voilà, chaque personne n'est pas forcément dans un syndicat. Voilà. Bien sûr. Mais c'était quand même une très belle solidarité autour de Serge. Quand ils ont créé la VAD et tout, c'était quand même impressionnant. Alors explique -nous ce que c'est la VAD. Eh bien, c'est vache à défendre. En fait, ça veut dire vache à défendre. Donc là, il y a beaucoup de gens qui se sont associés pour créer la VAD. Ils ont fait comme un petit campement. Et voilà, pour essayer de soutenir Serge. C'était vraiment un soutien à Serge. Parce que c'est très difficile pour un paysan de perdre toutes ses bêtes comme ça. C'est

Anne-Marie Cousteau : horrible. C'est plus que difficile. C'est horrible. Le travail de génération sur la ferme.

Oui, et puis Serge, c'est vrai qu'en plus, il y avait les vaches qu'il a héritées de sa maman, la génétique des génétiques anciennes. Donc c'est très compliqué pour lui de laisser tout partir, comme pour nous d'ailleurs, parce que dans le même cas. Mais voilà, il y a une très belle solidarité qui s'est montée. Il y a eu beaucoup de gens qui ont sympathisé avec lui parce que c'est vraiment la personne qui tient bon face à tous ces services, type services vétérinaires, préfecture, qui vous mettent un peu le couteau sous la gorge. En vous disant, il faut absolument faire partir les animaux plus vite parce que vous allez contaminer la faune sauvage et même vous allez vous contaminer vous-même. Donc il y a une

Anne-Marie Cousteau : question terrible derrière. On en reparlera tout à l'heure, mais il y a une culpabilisation horrible. Et il y avait même le préfet, je crois, ou le sous-préfet. Et le maire. Il y avait même le maire. Il y avait cinq agents du maquis de l'abattoir, ou je sais plus. Huit agents des services vétérinaires, deux agents de l'OFV, enfin une quarantaine de personnes. Et tout était bouché, toutes les issues étaient bouchées. Il y avait même un drone. Il y

avait des hélicoptères aussi. Les hélicoptères. On dorme

Anne-Marie Cousteau : avec des chiens aussi. Les gens dorment avec des chiens. Impossible. Des chiens, ça c'était peut-être pour les, justement, pour les vadistes. Oui. Parce qu'on les a dispersés, non ? C'est pas ça ? Oui. Oui, en gros, on a traité Serge et tous ces gens comme de dangereux terroristes.

Oui, même pire en fait. On a traité Serge comme tout ailleurs et on les a traités pire que des terroristes en fait. Oui. Pour les terroristes, il n'y a pas autant de dispositifs de sécurité, surtout qu'en plus Serge n'a fait aucune, ne les a pas empêchés. Mais bien sûr. Il ne les a pas aidés. Il n'y a pas eu d'obstruction de sa part. Bien sûr. C'est ça. C'est ça. Il

Anne-Marie Cousteau : lui a même demandé de coopérer, je crois, parce qu'il a refusé. Mais enfin, quand même, déjà on lui enlève son troupeau, mais en plus on lui demande de collaborer à cet acte-là qui

est

Anne-Marie Cousteau : scandaleux. Il pousse la bouche en même temps, il a

demandé à l'éleveur d'aller charger ses propres amis, à Badouar.

Anne-Marie Cousteau : Non, mais c'est fou. C'est fou. Ah oui, il n'a qu'un de ces mots. Je ne me rends pas compte de ça. Mais oui, c'est ça. Quand on compare à d'autres situations où il n'y a pas tout ce dispositif, on peut effectivement se poser des questions. C'est sûr. Alors, donc, oui, par contre, la solidarité, on ne l'a pas trop vue de la part des directions syndicales. Il me semble bien que la coordination rurale dans laquelle on avait pourtant placé des espoirs, ça n'est un peu laver les mains. Il y a eu un discours très fuyant d'après ce que j'ai lu dans la presse. Bon, enfin, bref, je ne vais pas vous demander. Alors, je précise pour nos auditeurs que tout ce que je peux dire, tout ce que je peux dire, soit sur des syndicats, sur des politiques, n'engage que les patriotes et n'engage absolument pas mes invités qui sont là pour témoigner. Et donc, je vous mets à l'aise. Ça ne vous engage pas du tout. Alors, est-ce que bon, on a raconté l'enlèvement du troupeau. Je crois que c'est quand même assez frappant pour que les gens comprennent ce qui se passe et les drames qui se déroulent aujourd'hui contre les agriculteurs, parce qu'il n'y a pas que ceux dont le troupeau est victime d'une bactérie ou d'un virus qui sont attaqués. Il y en a plein d'autres pour des raisons diverses et variées. Mais on ne va pas, on ne va pas revenir là dessus. On n'a pas le temps. Alors,

maintenant, on va en arriver à votre cas, à vous. Est ce que vous pouvez raconter un peu rapidement mais chronologiquement comment se sont déroulés les faits? Qui veut commencer? Je veux commencer. Allez Frédéric, oui, parce que tu avais commencé déjà tout à l'

heure. Donc, tu

Anne-Marie Cousteau : peux, tu peux reprendre à zéro. Excusez -moi. Voilà. Donc,

au mois de novembre, donc, on a fait rentrer tous les animaux. Donc, à la fin de novembre, on a eu la propagation. Donc, ces animaux, il n'y a pas d'entrée extérieure, mis à part le taureau. Ça fait quatre cent ans qu'il est déjà présent. Aucune réaction. On n'avait aucune réaction à la tue d'arpe -lose -bobine. On n'avait que de la tue d'avir. Qui était très fréquent dans les édvages et absolument pas d'entresse. Et là, donc, cette année, si bovin réagit à la tue d'arpe -lose -bobine, non, même sept, sept avaient réagi à l'intradermie comparative. Une a été écartée par la tue de l'arpe -lose -bobine, donc l'interféron. Et six autres avaient été déclarées positives à l'interféron.

Anne-Marie Cousteau : Alors, est-ce que tu peux nous expliquer ou l'un de vous trois, justement, ces deux tests là? Le test sous-cutané et le test, la prise de salle là. À quel moment ils interviennent? Quelle différence il y a entre les deux?

Le test sous-cutané se fait en deux fois. On injecte de la tuberculine aviaire et on fait une deuxième injection de tue d'arpe -lose -bobine à deux endroits différents pour Robert. Et en fait, on mesure en fait les niveaux de réaction cutané qui a eu lieu à ce niveau là. Donc, c'est un test qui est très rapide à faire. Généralement, ça se fait en quelques secondes. Or, à la prise de salle, c'est un petit peu plus...

Anne-Marie Cousteau : Pardon de te couper, mais ça, ça se fait tous les ans, régulièrement, c'est ça?

Régulièrement, tous les ans. Voilà. La

Anne-Marie Cousteau : sous-cutané, d'accord. Et donc l'autre?

Et l'autre, elle se fait pour confirmer si on a vraiment la présence de la mitobactéalie, si on la retrouve dans les analyses des prises de sang.

Anne-Marie Cousteau : D'accord, très bien. Et alors dans le cas précis, ça s'est passé comment? Ils ont retrouvé sur 6, 7 vaches avec la sous-cutané, l'intradermique là. Oui, voilà. Donc

sur 7, il y en a une. Sur les 7, il y en a une où à la prise de salle, j'étais déclaré négatif à la tuberculose -bobine. En fait, c'était une réaction à la via. Voilà. Donc ces 6 animaux ont été abattus, sont partis tous le même jour.

Anne-Marie Cousteau : Voilà. À l'abattoir.

Pour un abattage diagnostique. Après, on a eu des résultats pour une vache. Alors là, ça a été le grand mélange parce que il y a une vache qui a été saisi. On nous a dit que c'est la capace pro-saïde, c'est la tuberculose -bobine.

Anne-Marie Cousteau : Mais excuse -moi de te couper à nouveau, mais il me semble que déjà le vétérinaire de l'abattoir, il examine les carcasses, non? Avant même de...

Oui, il examine les carcasses.

Anne-Marie Cousteau : Et c'est là qu'il a trouvé ça?

Alors non, en fait, il y en a une qui n'avait pas caillé, la viande n'avait pas caillé, donc elle a été saisie.

Anne-Marie Cousteau : Elle a été?

Elle a été saisie. Parce que la viande n'avait pas caillé, elle n'avait pas caillé là

Anne-Marie Cousteau : -haut.

Donc ça, c'est quelque chose qui arrive.

Mais c'est fréquent. C'est fréquent sur des beaux vins qui ne sont pas engraisés, par exemple, ou des choses comme ça. D'accord. Parce qu'on peut faire abattre des beaux vins qui ne sont pas forcément en état d'être abattus, en fait.

Anne-Marie Cousteau : Oui, j'ai bien compris. Mais je veux que nos auditeurs le comprennent aussi. C'est pour ça que je vous pose toutes ces questions pour détailler un petit peu les étapes. Après, on en arrivera à voir pourquoi il y en a tellement qui sont diagnostiqués. Et donc, la suite?

Et donc, la suite. Donc, il y avait sur le compte 31 également, vous avez noté, quelques présences de lésions évocatrices de tuberculose sur les parties aspiratoires. Et donc, moi, j'avais appelé le laboratoire pour demander une nouvelle des cinq autres beaux vins. Là, les services de carrière de laboratoire nous disent par téléphone qu'ils n'avaient pas trouvé les liens. Et voilà.

Anne-Marie Cousteau : C'est comme pour Serge. Voilà,

c'est pareil. Mais un petit moment après, la DSV m'envoie un courrier parce que j'avais fait une demande de dérogation en abatal total. Et en réponse à ce courrier, comme j'avais six animaux positifs, je ne pouvais pas prétendre à ce protocole. Donc, moi, j'aurais dit c'est bien, mais il faudrait par exemple que j'ai les résultats des six animaux. Donc, j'ai eu les résultats des six animaux après cette lèvre, me disant que je ne pouvais pas prétendre à l'abatal saléctique.

Anne-Marie Cousteau : D'accord.

Donc, de là, on s'est revenu un petit peu sur leurs décisions, voyant que j'avais pas entrainé de faire une erreur en ne donnant pas les résultats. Oui, on parle de retrouver alors. Eux, on avait trouvé des lésions. C'est bizarre parce que les salés de l'abattoir, on avait

Anne-Marie Cousteau : dit qu'il n'y en avait pas. Alors, on va voir le cas d'Amandine parce que après, on va pouvoir généraliser sur justement cette espèce de décalage qu'il y a entre les résultats trouvés à l'abattoir sur les carcasses et les résultats des tests. Donc, on va voir rapidement parce que votre cas, je pense qu'il est à peu près similaire. Il y a que la date qui doit changer. C'est ça?

C'est pareil, c'est pareil. Nous, on a fait la prophylaxie en janvier, fin janvier. C'est ça le. Et donc, on a été suite à la prophylaxie. Nous, on a 14 vaches qui ont réagi à l'entradermo. Alors, ce qu'on a trouvé très suspicieux parce que elles ont réagi à l'entradermo, bon bovine, mais pas à la havière. Et d'habitude, comme Fred, d'habitude, on a des bovins qui réagissent à la tube aviaire. On a tous les ans à peu près une quinzaine de bovins qui réagissent à la havière, mais pas à la bovine. Et là, cette

année, malheureusement, ça a été l'effet inverse. Du coup, on a trouvé ça très suspicieux. Nous, on s'était même posé des questions sur le fait que voilà, il n'y a pas eu un intercalage des flacons parce qu'on s'est dit quand même, c'est quand même bizarre. Et mais bon, donc après, donc à partir de ce moment là, le lendemain, vous êtes appelé par les services vétérinaires. On vous dit de toute façon, il y a 14 bovins. Faut déjà commencer par éliminer ces 14 bovins là. Vous devez éliminer votre troupeau, ces 14 bovins. Donc moi, j'ai dit ben non, c'est des vaches, elles sont gestantes. Voilà, on équipe leur petit veau. Donc voilà, c'était pas possible. Donc il s'est passé une huitaine de jours. On a essayé de négocier avec eux. Il s'est passé une huitaine de jours. J'ai une de mes vaches de 22 ans qui faisait partie des positifs qui est morte suite après les injections. Et du coup, comme je n'arrivais pas à obtenir, j'ai demandé un reteste. Oui, elle est morte après les injections. Oui, une huitaine de jours après les injections, elle est morte. Et du coup, en fait, j'ai demandé, donc moi j'avais demandé pour ces 14 beaux vins de faire un reteste, pour pouvoir les retester par prix de 2€, etc. Parce que

Anne-Marie Cousteau : demain, ça se serre, je sais

pas. Ce que tous les éleveurs demandent d'ailleurs. Oui,

Anne-Marie Cousteau : bien sûr, c'est normal.

Bien évidemment, ça ne nous a pas été accordé tout de suite. Donc quand la vache est décédée, les services vétérinaires nous ont dit « Comme on n'a pas de prélèvement, vous nous amenez cette vache au laboratoire de Coulomiers -Chamier. » Donc du coup, il a fallu charger la vache dans la benne et on l'amenait en tracteur au laboratoire de Coulomiers -Chamier pour qu'ils prennent des échantillons et qu'ils autopsient cette bête. Donc voilà. Et donc le monsieur qui a autopsié la bête me dit « Non, non, il n'y a pas de trace de tuberculose, ça partira en analyse, mais il n'y a pas de trace de tuberculose sur la carcasse. » Ils me disent que la vache à la PCR est positive. Donc voilà.

Anne-Marie Cousteau : Comme Serge. Exactement. Comme Serge. Et puis moi, j'ai lu des articles sur ce qui s'était passé à Normandie. À Normandie, c'est pareil. Mais c'est un peu plus vieux puisque maintenant, ils n'ont plus rien. Évidemment, s'ils ont abattu tous les troupeaux, c'est sûr que maintenant, ils n'ont plus rien. Et du coup, les vétérinaires reconnaissaient que les tests n'étaient pas fiables. Voilà, c'est ça. Ils pouvaient générer des faux positifs et que ça arrivait même très souvent, en fait, pratiquement la moitié des cas. Mais pour des faux positifs, c'est -à-dire que la vache est déclarée malade, alors qu'en fait, elle a peut-être été en contact avec la... Ce n'est pas une bactérie, c'est un bacille, je ne sais plus. Elle a peut-être été en contact, mais son immunité naturelle a fait que elle a combattu la maladie, comme on doit le faire nous aussi, on doit être en contact avec plein de maladies. Et c'est pour ça que les vétérinaires retrouvent sous la peau, je crois, des lésions, mais qui sont inquistées et dont le liquide, le sérum ne peut pas contaminer la viande. Est-ce que vous aussi, vous avez entendu parler de ça ou est-ce que... On n

'a pas entendu parler, mais le problème, c'est qu'au niveau des résultats, on n'a pas ces points -là de précision concernant ça.

Anne-Marie Cousteau : Concernant le fait que les tests ne sont pas fiables. Non, non,

concernant les lésions, si elles sont inquistées ou pas.

Voilà. Nous, on n'a pas sous ces détails -là. En fait, sur les derniers bovins, nous, qu'on a fait partir, parce qu'on en a fait partir trois autres par la suite, donc moi, nous, on a été les voir carrément à l'abattoir. Donc sur les carcasses, il n'y a aucune trace. La première, on n'avait pas été voir, donc on

avait appelé l'abattoir, l'abattoir nous certifiait qu'il n'y a aucune trace. Les deux autres, on y a été pour être bien sûrs, parce que moi, après le premier bovin qu'on a envoyé à l'abattoir, il faut savoir que la DSV m'a appelé 48 heures plus tard pour me dire qu'il y avait des traces de lésion et qu'elle était tuberculeuse. Donc, quand on a fait partir deux bovins supplémentaires, dont le taureau, on a décidé d'aller à l'abattoir pour vérifier de nos yeux, de voir les carcasses. C'est normal. Il y avait les services vétérinaires qui étaient présents, donc ils nous ont bien certifié qu'il n'y avait aucune lésion sur les carcasses. Alors après, on nous a dit par contre, ce qu'ils recherchent, c'est dans les ganglions. Donc en fait, ils récupèrent les ganglions des animaux, ils dessèquent les ganglions des animaux et ça part en analyse. Et c'est là qu'apparemment, il y aurait des micro-micro-lésions vues au micro-scandale.

Anne-Marie Cousteau : C'est biaisé tout ça, parce que si on va rechercher juste l'endroit où... enfin moi, je ne veux pas faire de commentaires, je ne suis pas spécialiste, mais apparemment, il y a beaucoup de jeunes dont les témoignages concordent pour dire ça. Et en plus, il y a un autre fait qui me surprend beaucoup, c'est que la viande de ces vaches, en fait, elle est mise dans le circuit commercial. À part les abats. À part les abats. Et donc, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que la viande n'est pas contaminée.

Ben oui. C'est pour ça. Donc, elle n'est pas dangereuse. Ils nous disent qu'il y a un risque sanitaire de contaminer la faune sauvage, de contaminer les gens. Et en fait, ils revendent la viande derrière. Voilà. Mais

Anne-Marie Cousteau : ça, c'est un discours nouveau. C'est ce que j'expliquais dans mon introduction, là, comme on veut détruire les troupeaux, là. Eh bien, il y a un nouveau discours, il faut dire que la tuberculose devient contaminante. Ils parlent de zoonose ou je ne sais pas quoi. Donc, ça deviendrait contaminant. Mais quand on lit les textes, on se rend compte qu'ils disent quand même, mais tout le monde ne lit pas les textes, alors les gens ont leur fait peur. Ils disent quand même que c'est très, très rare que ça soit contaminant et que ce n'est jamais mortel. Voilà. Et donc, c'est quand même curieux qu'il n'y ait pas un principe de précaution. Si vraiment ils pensent que c'est contaminant, ben dans ce cas, comment se fait-il qu'il n'y ait pas un principe de précaution, c'est -à-dire qu'on exige de faire des tests complémentaires régulièrement sur les bêtes.

Oui, ou qu'on vous dise d'utiliser du matériel de protection. Quand on a les personnes qui viennent, on n'a pas l'impression d'être dans un environnement particulièrement dangereux parce qu'ils rentrent avec les bêtes, ils sont

Anne-Marie Cousteau : devant, on contacte les animaux. Vous voulez dire quoi ? Les vétérinaires, les administratifs ? Tous les intervenants, oui. Tous les intervenants, oui. Oui, bon, il y a de quoi se poser des questions, effectivement. Vous

voulez sous-entendre que si votre chien s'approche trop près des vaches, il faudrait le tuer au sein de lui ?

Anne-Marie Cousteau : Il faudrait le tannasier. Oui, mais c'est ça, mais je crois qu'à Serge, ils lui ont fait abattre des chiens, il me semblait.

Je pense qu'ils les ont récupérés, je crois qu'ils les ont amenés à l'ASPA ou un truc comme ça, je crois. Oui, d'accord. Parce qu'il avait trop de chiens.

C'est surtout que s'il y a une intervention avec les vétérinaires, d'avoir quatre, cinq chiens qui te mirent clémoller, c'est pas terrible.

Anne-Marie Cousteau : Et s'ils sont comme ça, oui, d'accord. Bon, et qu'est-ce que je voulais vous dire ? Mais oui, en plus, c'est vrai qu'ils entretiennent dans la population une espèce de peur, parce que moi, j'ai regardé un petit peu les journaux, là, j'ai regardé les articles d'un sud-ouest, d'un ici périgord. Et chaque fois, ils parlent de... J'ai vu ça pour Serge, parce que pour vous, je n'ai pas vu. J'ai vu, ils disent, on a dû faire abattre le troupeau parce que son troupeau était infecté. Alors les gens, quand ils lisent ça, ils voient troupeau infecté, automatiquement, ils se disent, oui, il y a un danger quand même, parce que la tuberculose, ça fait peur quand même.

C'est le but, en fait, ils font peur aux gens, en fait. Ils disent que le troupeau est infecté, ça risque de contaminer d'autres troupeaux alentour, de contaminer les gens. Voilà. C

Anne-Marie Cousteau : 'est ça. Et c'est ça. Et du coup, ça fait que le but, c'est aussi qu'il n'y ait pas de solidarité. Oui, voilà. Parce que si les gens comprenaient que les troupeaux ne sont pas forcément infectés, mais que bon, voilà, je pense qu'il y aurait peut-être davantage de solidarité. Non, enfin, je ne sais pas, il me semble. Mais là, chez vous, vous avez eu la chance qu'il y en ait, mais ce n'est pas le cas partout quand même. Mais parce que nous, on

se connaît aussi. C'est ça aussi. C'est parce que la solidarité, c'est parce qu'on se connaît depuis longtemps. Après, ce n'est pas forcément facile. Les éleveurs ne veulent pas trop non plus. Je pense qu'ils ont peur d'avoir des représailles après des services vétérinaires.

Anne-Marie Cousteau : Et voilà, c'est ça. Mais c'est la terreur, quoi, en fait. Oui, moi.

C'est la terreur. On fait très bien quand on se bat, mais on s'attend à avoir des représailles après.

Anne-Marie Cousteau : Oui, oui, oui, je sais. Mais c'est pour ça que je dis, vous êtes des résistants, vous êtes vraiment des courageux. Et vraiment, je vous remercie, parce que si tous les paysans étaient comme vous, mais je pense, si toute la population était solidaire, bon, on n'en serait pas là. On n'en serait pas là. Bon, alors, j'avais prévu de vous demander aussi comment se passe la transmission de la maladie aux animaux ? Parce que Frédéric nous a expliqué que pour ces vaches, en fait, il n'y a pas de... Comment dire ? Il n'y a rien qui entre qui peut les contaminer. C'est ça. Est-ce que vous pourriez m'expliquer là ? Comment les animaux peuvent théoriquement attraper cette maladie ? Parce que moi, ce que j'ai lu, oui.

Alors, c'est ça le problème, parce qu'ils se disent spécialistes dans ce domaine, mais ils n'arrivent pas à nous expliquer clairement. Alors, ça serait un petit peu les os où les vaches vont boire. Mais bon, il n'y a pas que les vaches qui vont boire, parce qu'on cible principalement le véro. Alors qu'une arrêtée préfectorale en Dordogne, nous sommes très précis. On parle bien sûr du véro, mais on parle du sanglier, on parle du serviette. C'est ça. Les services de la préfecture sont très prudents. Ils englobent beaucoup d'animaux en disant nous ne nous reprenons pas la responsabilité s'il y a des sangliers infectés, si on les laisse se balader. Nous, on est un arrêté préfectoral. Et les services de la DSV disent non, c'est le véro, parce que lui, le véro, il va boire. Moi, j'ai le cas, j'ai une mare ou j'ai un carré de véro. Cette mare est coùturée, les vaches n'y vont pas boire.

Anne-Marie Cousteau : D'accord. Donc, ça ne peut pas être par le fait qu'elles aient bu de l'eau contaminée par des véros.

Non, je vois très mal un véro. Je vais taper 500 mètres à travers champs au milieu des vaches pour aller boire dans une autre mare.

Anne-Marie Cousteau : Mais vous n'avez pas l'habitude de faire rentrer des serfs dans votre

élevage non plus, je pense.

Non, mais bon, les serfs rentrent naturellement. s 'enguiller sur le pré -ripaturé, ben ils adorent ça parce que ils sont plus riches en garde -terre. Et quand on fait des demandes de battues, ben les demandes de battues ont le mieux sur d 'autres secteurs que ceux qui sont concernés.

Anne-Marie Cousteau : D 'accord. Ah oui, la totale.

Voilà. Et ce qu 'on s 'est rendu compte, en discutant un petit peu avec le service de l 'État et la Prefecture, c 'est que là on est dans le domaine de centris de public d 'exatrisques troupeaux. Quand on leur explique qu 'on a un risque d 'explosion de ce réservoir de pathogènes dans l 'espace sauvage, alors là on nous dit c 'est à nous d 'appeler les services de l 'État, la direction départementale des territoires pour organiser des battues par rapport à ces problématiques. Donc là, on s 'en compte, on ordonne, on ne met rien en place, on est conscient que la maladie vient de l 'extérieur, mais on ne met rien en place pour lutter contre. On

Anne-Marie Cousteau : tourne un rond.

Nicolas? Oui, ben ça a l 'air qu 'en fait on ne fait rien pour l 'arrêter. En fait, on nous demande si ça les arrête de le laisser pourrir. Oui, donc le problème, c 'est qu 'ils mettent, on sait que ça pourrait venir de la faune sauvage. Oui, après, en fait, c 'est à l 'éleveur de faire les marches pour pouvoir presque réguler la faune sauvage. En fait, les services de l 'État savent d 'où vient à peu près le problème, mais ne font rien en conséquence pour le régler. En

Anne-Marie Cousteau : fait, oui, alors que quand même les battues administratives, ce n 'est pas quand même quelque chose d 'hyper compliqué. Bon, je sais bien qu 'il y a les vers qui en font toute une maladie chaque fois qu 'il y a une battue administrative. Mais bon, pour un cas comme ça qui est quand même soi -disant, un cas de tuberculose avec un foyer, soi -disant, avéré, etc. on pourrait quand même faire une battue parce que j 'ai vu qu 'à Normandie, ils avaient piégé les blaireaux.

Oui, mais nous aussi,

on a eu des inarrêtés préfectorales aussi sur trois communes. Donc, il y avait un pauvre louvetier qui était tout seul à dents de chez moi pour faire deux communes. À titre de comparaison, les chasseurs, on a sur les communes, on a à peu près quatre équipes de chasse. Donc là, on a mis un pauvre gars pendant un mois à tourner avec sa voiture.

Anne-Marie Cousteau : Il ne pouvait rien faire.

Bon, il a fait ce qu 'il a pu, mais au

Anne-Marie Cousteau : pire, on pourrait peut -être analyser l 'eau des étanes, des marts ou des cours d 'eau.

Ça n 'a pas été fait.

Anne-Marie Cousteau : Non, ça n 'a pas été fait. Ça n 'a pas été fait.

Au niveau enquête

épidémiologique, on a un peu plus de faim. Il y a un peu plus de faim, mais on a toujours pas trouvé, nous venez la source. Toujours pas de vous le savoir. Et nous, on a essayé de leur faire comprendre

qu'il y avait aussi le renard, parce que nous, l'animal qui vient le plus proche des vaches, ce sont les renards et les sangliers. Et nous, quand ils sont arrivés sur la ferme, ils voulaient absolument que ce soit le blaireau qui est contaminé. Mais j'ai dit sur le secteur, on n'a pas des blaireaux.

En ce sens, on sait que le sanglier est porteur de tpe, mais ils nous ont dit que le sanglier était porteur, mais il n'était pas excréteur. Donc,

Anne-Marie Cousteau : il était porteur, mais qu'il n'était pas ? Excréteur. Excréteur. Ah, bon. Ça, ce que nous, on

ne croit pas du tout, sachant que c'est quand même l'animal qui est le plus en contact avec les bœufs. Oui, d'accord.

D'accord. D

'accord.

Anne-Marie Cousteau : Il y a d

'informations sur le secteur proche de Sainte -Paulée. Il y a une parc à sanglier, il y a des sangs.

Anne-Marie Cousteau : Frédéric, tu peux te rapprocher un peu d'Amandine là, parce que tu sort du cadre. Merci.

Donc, il y avait une parc de 180 sangliers qui ont été abattus à cause de la tuberculose bœuf. Si c'est pas dangereux, pourquoi on les a abattus

Anne-Marie Cousteau : ? Ça, on... Oui, il y a des incohérences qu'on aura du mal à expliquer. Bon, on a vu que les tests n'étaient pas fiables. Bon, les conditions dans lesquelles vous élevez vos vaches là tous, en fait, ce sont des conditions optimales pour qu'elles acquièrent une immunité forte contre la maladie. Donc, évidemment, dans un élevage industriel, c'est sûr qu'elles sont confinées, serrées les unes contre les autres. Elles respirent le même air. Donc, il y en a une malade, tout est tombé malade. On nous dit bien que bon, elles sont testées avant de rentrer dans les élevages industriels, mais vu que les tests ne sont pas fiables, bon, voilà.

Elles sont testées si elles ne naissent pas. Moi, je pense qu'à partir du moment où c'est naisseur -engresseur, si l'animal naît sur la même exploitation et qu'il est engraisé sur la même exploitation, si ces animaux ne sortent pas des bâtiments, il n'y a plus de test qui est réalisé sur ces animaux -là. Puisque l'eau, elle est cherchée que dans les élevages, on est un extensif. Les animaux sont dehors. Sinon, dans les élevages industriels, c'est pas recherché. Les engresseurs n'ont pas de test.

Anne-Marie Cousteau : D'accord. Alors en plus, il y a des mesures de faveur pour les élevages industriels, mais il n'y a pas de prophylaxie. Alors que par contre, pour les petits éleveurs, il y en a. Oui, mais oui, mais c'est à se demander si ce n'est pas le modèle qu'on nous propose pour l'avenir des élevages. Parce qu'en plus, j'ai entendu dire qu'il y avait un élevage industriel qui était en train de s'installer pas très loin. Vous pourriez m'en parler de ça? Un émanage?

Oui, on a entendu parler, il y a une élevage de 2000 bovins.

En engraissement, oui. Je crois que c'est sur Périgac, tout droit. Il y en a une sur Périgole par là. Ils veulent monter jusqu'à 4000 bovins. À terme, ils veulent faire naisseurs -engresseurs. D'accord. Des gros élevages industriels.

Anne-Marie Cousteau : Oui, ceci explique peut-être cela. Avant de procéder à cet élargissement, peut-être que les petits élevages sont indésirables. C'est là qu'il est très important de résister. Oui, oui, oui. Bon, alors, ça, on en a parlé. Excusez-moi parce que je m'étais notée des questions à vous poser. Oui, on ne peut pas s'empêcher de voir une corrélation entre l'installation de cette ferme industrielle et la différence, une ferme des mille vaches, là, ou de mille ou quatre mille, et puis les avantages de troupeaux qui sont perpétrés dans la région. Comme par hasard dans une région qui était quand même parmi les régions où il y a l'élevage traditionnel, les exploitations familiales, parce que nous, aux patriotes, on est très attachés aux exploitations familiales. C'est ce qu'on a mis dans notre programme. Et on aimerait bien sortir de l'Union européenne avant que on ait tué toutes les exploitations familiales quand même. Là-dessus se crève le rôle de la presse et des médias qui font peur à la fois aux consommateurs et aux voisins, aux éleveurs voisins qui ont peur que leurs troupeaux soient contaminés. Bon, alors, oui, j'ai entendu dire qu'au pays basse où pourtant le foyer de tuberculose est plus important puisqu'il y en a 18, alors qu'en Dordogne il n'y en a que 12, enfin maintenant 15. En fait, il n'y a pas eu d'enlèvement de troupeaux. Il n'y en a pas eu. Alors, on s'est posé la question. Moi, j'ai un petit peu approfondi et apparemment, il y aurait différentes raisons à cela. Est-ce que vous en avez entendu parler? Oui, un petit peu. Alors,

la préfecture des Pyrénées -Atlantiques, elle a pas beaucoup de communiqués. Ça a été des communiqués vraiment au cibier sur les acteurs pour leur informer en leur disant que voilà, s'ils ne voulaient pas faire d'abattage total, ils ne les feraient pas.

Anne-Marie Cousteau : D'accord. Donc, pour eux, on fait une... Comment dire? T'as mieux pour eux. Ce n'est pas que je regrette qu'il n'ait pas eu d'abattage, bien au contraire. Donc, il y a eu des dérogations, beaucoup de dérogations. Apparemment, il semblerait que, vous savez, dans le pays basse, qu'il y a les nationalistes basse, que là, les avertisalés, qui ne sont pas très commodes et que la préfecture n'a pas trop envie de s'y frotter, d'entrer dans les exploitations où ils risqueraient d'être mal reçus. Ça, c'est la première raison. Et la deuxième raison, c'est qu'il y a quand même une cohésion sociale entre les gens. Par exemple, quand il y a eu la FCO, alors la FCO, pour nos auditeurs, je précise, c'est la fièvre catarrhale ovine parce qu'ils ont beaucoup de brebis, eh bien, il y avait des troupeaux qui avaient été décimés, mais alors là, vraiment décimés, ils étaient très malades et les bêtes mouraient, eh bien, le syndicat local avait organisé une solidarité, c'est-à-dire que des éleveurs dont le troupeau était indemne et qui n'avaient pas eu de souci, ont donné, carrément, ils faisaient cadeau de brebis aux éleveurs dont les brebis étaient mortes. Et donc, il y avait une espèce de solidarité parce que le syndicat avait organisé cela. Voilà. Donc ça, c'est quand même une idée aussi, et moi, je déplore que nos syndicats soient vraiment très, très en dessous parce qu'on est quand même en droit d'atteindre de cette solidarité, d'organiser des choses comme ça, de défendre les éleveurs parce que ces éleveurs, ils sont quand même en détresse. Je veux dire c'est gravissime. C'est pas comme une ferme industrielle, un éleveur, vous le savez, un éleveur comme ça qui est dans une ferme familiale, souvent l'exploitation elle est là depuis des générations, on est attaché, on aime les vaches en plus, c'est pas pareil que dans une ferme industrielle, on est attaché aux vaches et tout ça, donc je ne comprends pas comment les syndicats ne vous défendent pas, c'est quelque chose que je voulais dire, c'est fait. Alors un dernier point que je voulais voir mais qui peut expliquer bien des choses, c'est que, il me semble comme Andine, je t'ai entendu en parler dans une vidéo et du coup j'ai un petit peu approfondi la chose, c'est que pour pouvoir exporter un pays doit être déclaré, doit avoir le statut indemne de tuberculose, c'est bien toi qui a parlé je crois. Donc la France a ce statut depuis 2001 avec un taux d'incidence de 0,05 % soit une centaine d'élevages touchés par an. Et la France donc craint de perdre ce statut à cause de l'exportation parce que comme chaque année il y a entre 4000 et 5000 élevages qui disparaissent, c'est énorme, là j'aimerais que nos auditeurs comprennent ce que ça veut dire, chaque année entre 4000 et 5000 élevages qui disparaissent. Là je crois que vraiment si on ne se bouge pas maintenant, d'ici quelques années ça

va être gravissime. Donc ils ont peur que cette perte chaque année finisse par amener la France à avoir un taux d'incidence à 0,1 % auquel cas elle perdrait son statut indemne de tuberculose. Alors je crois qu'il va falloir en parler de tout ça J'en parlerai dans la conclusion là mais d'abord je voudrais que vous nous disiez qu'est-ce que vous vous réclamez ? Qu'est-ce que vous réclamez ? Vous n'êtes pas de dangereux terroristes contrairement à ce qu'on veut faire croire. Vous êtes des honnêtes éleveurs qui ne demandent qu'à vivre en paix et à élever leurs troupes tranquillement et à nous nourrir, vous et nous consommateurs avec de la bonne viande, ce que vous avez. Donc quelle demande faites-vous aux autorités là maintenant

? Là aux autorités clairement on ne peut pas continuer cette méthode d'abattage, on va dire, on va emprunter le terme d'assainissement.

Anne-Marie Cousteau : J'aime

pas trop le terme d'assainissement, voilà c'est de la bâtoire. Et tu

Anne-Marie Cousteau : n'es qu'un tombe on va dire. Un massacre. Ouais un massacre, il faut utiliser les mots parce que sinon si on commence à employer des mots un peu édulcorés, on n'a pas idée de la réalité des choses. Moi je veux que nos auditeurs se rendent compte de la réalité des choses. Donc on va utiliser les mots, ce massacre.

Tout à fait, au niveau de chaque commune, dans chaque mairie, tous les ans, il y a des commémorations pour les gens qui ont donné leur vie. Là aujourd'hui on ne peut plus acheter ça non plus en France en 2025 pour des animaux. Donc voilà il faudrait qu'il y ait des programmes de recherche sur cette maladie, de mieux la comprendre, d'avoir des tests beaucoup plus fiables. Alors on ne peut pas reprocher quand même aux services éternels une chose, c'est de faire plusieurs tests pour aller vraiment identifier la maladie. Simplement on se rend compte que ces tests n'ont pas une fiabilité certaine. Donc

Anne-Marie Cousteau : voilà. C'est le moins qu'on puisse se dire.

On le voit, moi j'ai eu un retest, au lieu de faire une comparative pour rechercher la tuberculose aviaire et la tuberculose, on a eu une intradermique simple. Beaucoup d'animaux ont réagi par rapport à la tuberculose aviaire et dans les protocoles d'abattage célestique, les deux sont proposés mais je pense que pour aller plus vite vers l'abattage total, on fait une intradermique simple et tous les animaux qui réagissent, on les abat.

Anne-Marie Cousteau : Alors qu'est-ce que vous demandez finalement ? Un, qu'il y ait plus de recherche sur cette maladie, à mon avis ils savent à peu près de quoi il retourne.

Il faudrait des nouveaux tests, il faut améliorer, il faut avoir des nouveaux tests et puis il faut arrêter donc les abattages total quitte à isoler les animaux malades. On peut faire des tests de nouvelles prophylaxies, attendre quelques mois et refaire une prophylaxie complète, une comparative et ne pas refaire des tests type interférons ou autres qui ne sont pas fiables. Nous on a eu des interférons qui sont révélés positifs alors qu'on a eu juste un passage de FCO. Donc en fait les tests ne sont pas fiables à 100%, il y a beaucoup de faux positifs. Il suffit que vos vaches aient eu une maladie qui soit passée entre temps, ça va faire réagir à certains tests. Donc il faut des nouveaux tests, il faut isoler les animaux malades et pourquoi on abat systématiquement les animaux dès qu'on a suspicion qu'ils sont malades ? Non, il faut les isoler d'abord, retester et faire abattre que quand on est vraiment sûr que ces animaux soient malades.

Anne-Marie Cousteau : Exactement. Ce n'est

pas possible de continuer d'abattre des bœufs de consac constamment, il faut évoluer un peu.

Pourquoi pas faire un vaccin ?

Et pourquoi pas mettre en place la vaccination ?

De plus en plus de tuberculose existe, il n'y a toujours pas. Oui alors si c'est un vaccin comme le

vaisseau de la connerie, je veux bien mais s'il y a de la connerie, on est partagé, on est partagé un peu mais on essaie de trouver des solutions pour éviter qu'il n'y a pas

de bœufs. Le problème c'est qu'il ne faut pas qu'on soit trop demandeur, parce qu'on risque de nous proposer une mauvaise solution.

Anne-Marie Cousteau : C'est ça. On l

'a vécu avec le Covid où les gens sont restés tellement enfermés et tellement longtemps que dès qu'on leur a dit il y a un vaccin de connerie, ils ont

Anne-Marie Cousteau : été

en courant.

Anne-Marie Cousteau : Mais alors du coup, concrètement, dans l'immédiat, vous demandez aux autorités et d'une de refaire les tests, d'isoler les vaches qui sont disant sont malades et les autres de les retester régulièrement pour voir. Exactement. Voilà avec des intradermes, des... Oui, des

intradermos, intradermos, tuberculinations en

Anne-Marie Cousteau : comparatif. Voilà, en comparatif, pas en simple. Voilà, pas le premier test. D'accord. Et donc de vous laisser votre troupeau. Mais c'est surtout, il faut arrêter. Moi,

je pense que la priorité, c'est d'arrêter d'abattre les taux de qualité seulement pour un animal ou deux bovins malades. Là, il faut arrêter parce qu'on est en train de vider les campagnes.

Quand on contacte, moi j'avais contacté un vendeur de Bretagne, Normandie, je sais tout. Ils devaient faire un rechargement sur une ferme parce que l'élevage avait perdu 500 animaux à cause d'un cas positif.

Anne-Marie Cousteau : Voilà. Et voilà. Et mais j'ai vu qu'à Normandie, il y avait eu un troupeau de 305 bêtes abattues pour une bête positive et après, on avait découvert que finalement, elle n'était pas. Oui,

on est en contact avec des éleveurs du Calvados qui nous disaient la même chose et tous leurs troupeaux ont été abattus. Mais après, il y a des répercussions, c'est ça aussi. Il se rendent pas compte la financier, mais il y a l'aspect psychologique.

Anne-Marie Cousteau : Oui, mais bien sûr, psychologiques, évidemment. Merci Amandine d'en parler. Je voulais vous parler justement de cet aspect financier parce que bon, il y a des indemnités, mais apparemment, d'abord elles sont très insuffisantes, elles ne permettent pas de retrouver le troupeau que vous aviez avant et ensuite, elles arrivent très lentement, très tard. Est-ce que vous

pourriez m 'expliquer un petit peu ce que vous en savez? Est -ce que vous en savez

quelque chose? Écoutez, moi, parce que j 'ai eu les certices, donc effectivement, c 'est assez flou, il faut reprendre le même nombre d 'animaux. La compensation, enfin, les inversés par les services de l 'État, déjà, on n 'arrive pas vraiment au prix du marché actuel. Et en fait, on est en dessous. Et en fait, c 'est soumis, cette expertise, la validation par les services de la DGRL, qui vous donneront une réponse dans 6 à 8 mois. C 'est -à -dire que vous devez faire partir vos animaux en ne sachant absolument pas du tout ce que vous allez toucher sur le terme par la vente des animaux. D 'accord. Et en plus de ça, au niveau des aides de l 'État, vous allez recevoir. C 'est -à -dire que c 'est un petit peu la double peine. Si vous ne prenez pas assez d 'animaux, vous perdez de l 'argent. Si vous en prenez trop, vous serez plus critères au site.

D 'accord. En fait, l 'indemnité est soumise à plein de conditions différentes. Il y a une question de repeuplement à l 'identique. Donc, on risque de perdre une partie de l 'indemnité si on ne repeuple pas à l 'identique. Et après, il y a la partie d 'indemnisation qui est quand même soumise à l 'impôt. Il faut savoir que déjà, on a du mal à avoir l 'indemnisation, mais après, elle sera soumise à l 'impôt sur le revenu. Donc, c 'est quand même des choses qui sont incroyables pour un éleveur. Déjà, vous ne savez pas. Vos animaux vont partir. Vous ne savez pas le prix qu 'ils vont partir. Déjà, on a une double, voire une triple peine. C 'est des animaux qui partent. On ne sait pas à quel prix ils vont partir. Ils vont décider. Donc, ça monte à l 'organisme. Donc, à Paris, la DGAL. Donc, après, ils mettent un temps fou à vous répondre. On vous envoie l 'expertise, mais en fait... vos animaux sont déjà abattus depuis un petit moment. Et en fait, à partir du moment où vous avez l 'expertise, c 'est pas à partir de ce jour -là que vous aurez l 'indemnité. On ne sait pas, en fait, quand on percevra la partie indemnité de l 'art d 'état. C 'est -à -dire,

Anne-Marie Cousteau : ça laisse suffisamment de temps pour que les leveurs se dégoûtent, se dépriment et arrêtent tout, quoi.

J 'ai pas envie, justement, de retreper son tour.

Anne-Marie Cousteau : Voilà. Bon, on va pas dire que c 'est intentionnel, parce que bon, on serait complotiste de dire ça, donc on ne le dira pas. Mais

voilà, quand vous travaillez avec un importateur professionnel, vous demandez un devis, vous demandez le délai, on vous donne les chiffres cartes sur table. Là, il n 'y a que dans le domaine agricole. Vous ne savez pas combien vous allez vendre vos animaux, vous ne savez pas combien vous allez payer, ni quand.

Anne-Marie Cousteau : Oui, oui, oui, oui. Et puis, en plus, si j 'ai bien compris, on ne peut pas retrouver un troupeau comme ça d 'un seul coup. C 'est trop bête par ci, 10 bêtes par là. Et on n 'est même pas sûr qu 'elles s 'entendent bien entre elles. On n 'est même pas sûr qu 'elles s 'adaptent aux nouvelles conditions de vie. On peut

avoir une augmentation après par la suite des frais vétérinaires. On peut y voir des animaux dans l 'égo qui ne conviennent pas, parce que, ils sont dangereux, donc on va les éliminer. Tout à fait. Donc voilà, c 'est un travail énorme à refaire. Bien oui,

parce qu 'on récarte des animaux qu 'on ne connaît pas. On a l 'habitude de travailler avec nos animaux. On les a habitués. On les a tous élevés. Voilà, on les a tous élevés. Donc, c 'est très compliqué de savoir qu 'elles vont partir, qu 'il va falloir trouver un autre troupeau, des animaux qu 'il va falloir habitués. Pareil, donc ça va être très, très compliqué.

Anne-Marie Cousteau : Surtout que vous, vous avez travaillé, vu que ça reste dans la famille, dans l'exploitation. Vous avez travaillé à créer des souches résistantes. Serge m'expliquait qu'il faisait venir un taureau du limousin pour éviter qu'il y ait de la consanguinité, mais que quand même, c'était la même race et que du coup, les vaches étaient beaucoup plus résistantes, beaucoup plus résilientes, puisque pour utiliser le mot à la mode, résiliente. De

toute façon, les animaux, quand ils sont habitués dehors, ils sont forcément plus résistants. Les animaux, quand ils sont en pleine air, ils sont beaucoup plus résistants. C'est ça. Nous, les animaux, ils sont 365 jours de l'année en extérieur. Ils ont des bâtiments pour s'abriter, mais ils sont 365 jours de l'année en extérieur.

Anne-Marie Cousteau : C'est ça. Ben oui. Donc, alors, moi, je vais revenir sur cette idée que la France a peur de perdre son taux d'incidence et donc de perdre son statut indemne de tuberculose, parce qu'en fait, on découvre que la France exporte de la viande, alors que la demande en France n'est pas satisfaite. Je veux dire que la production tout le temps de viande, j'avais les chiffres, mais là, je n'ai pas eu le temps de les rechercher, n'est pas du tout satisfaite. Et donc, normalement, on devrait garder la viande de produits en France pour satisfaire la demande des consommateurs français. Or, on l'exporte parce que c'est la bonne viande. Alors, je ne sais pas, peut-être, c'est très recherché chez les riches étrangers. Mais par contre, on veut nous imposer de manger de la viande d'importation, parce que là, avec le Mercosur, il va entrer des dizaines de milliers de tonnes de viande de ces vaches qui sont élevées dans des élevages avec plusieurs étages où elles sont serrées comme des sardines. On va manger de la viande de frelaté où il y a des hormones de croissance, plein d'antibiotiques qui sont interdits ici, plein de produits dans la nourriture qui sont interdits ici. Donc, même pour le consommateur, j'aimerais bien que nos auditeurs comprennent qu'on exporte la bonne viande française, mais on importe et on veut nous contraindre à importer cette viande -là qui est frelatée. Donc là, il y a quand même quelque chose qui nous échappe, qui est quand même anormal et qui justifie qu'on veuille défendre bec et ongle nos élevages, parce que ça nous paraît primordial et moi, c'est vraiment mon combat. Alors, en plus, il y a des nouveaux... Je ne sais pas si vous en avez entendu parler. Il y a le Mercosur qui va être une véritable catastrophe, parce que c'est une concurrence déloyale. Ils n'ont pas les mêmes contraintes à la fois sociales, environ, il n'y a pas les cotisations sociales et tout ça. Il n'y a pas les contraintes environnementales, les normes sanitaires et tout ça. Donc, déjà, on va avoir dans l'assiette une viande dangereuse pour notre santé, mais en plus, qui va faire une concurrence déloyale à nos éleveurs et qui va précipiter leur chute. Donc, ça, déjà, pour nous, c'est inadmissible. Parce que, en fait, c'est cette mondialisation des échanges qui fait que ça tue nos troupeaux, ça tue nos éleveurs, parce que, malheureusement, il y en a qui se suicident aussi. Alors, s'il vous plaît, ne faites pas ça, parce qu'il y a toujours de l'espoir. Et puis, nous, on tient à garder nos éleveurs. Désolée de parler aussi crûment, mais c'est là qu'on en est arrivés quand même. C'est une réalité. Oui, les réalités, il faut toujours en parler quand même. Il ne faut pas les cacher. Et puis, ça détruit notre qualité alimentaire. Je ne sais pas si vous savez qu'on veut nous faire manger des viandes de laboratoire. Ah

oui,

je sais. Si,

Anne-Marie Cousteau : il y a eu une émission, il n'y a pas de temps. Voilà. Et ça nous fait perdre notre souveraineté alimentaire, c'est -à -dire que quand la France n'aura plus d'éleveurs, on sera dépendant des importations et on pourra faire jouer l'arme alimentaire. C'est -à -dire qu'on pourra dire, non, on stoppe les importations. Et du coup, si vous n'êtes pas assez, comment dire, que vous n'exécutez pas les ordres qui vous sont donnés. Si vous n'êtes pas assez dociles, eh bien, on peut

vous couper l'aide alimentaire. Vous avez vu, maintenant, on prend l'habitude de faire des sanctions contre des pays. C'est ça, des sanctions contre un pays qui est souverain. Voilà.

Dans les accords d'une arcosur, on travaille avec des pays étrangers qui n'ont pas le même niveau social que le nôtre. C'est bien que dès que l'on a un accord, qu'un pays à un niveau social qui augmente, il consomme plus. Voilà. Il va manger beaucoup plus de viande, il va se faire cuisiner. Et donc, à un moment donné, ce système d'échange commercial, il aura des limites et ces pays diront, non, nous, on garde notre viande parce qu'on la valorise mieux chez nous que chez vous.

Anne-Marie Cousteau : Oui, oui. Mais il y a des contradictions évidentes seulement. Le problème, c'est que ça peut se passer d'ici quelques temps. Et là, le temps presse, ça urge quand même. Ça urge cette concurrence déloyale. Ursula von der Leyen a annoncé qu'elle allait signer des accords avec l'Inde. Alors là, l'Inde, c'est archi catastrophique. Voilà, vous imaginez la taille du pays. Donc voilà. Donc nous, je le dis pour nos auditeurs, je le dis et je le répète, nous, dans le programme des patriotes, bon, on affirme qu'il faut quitter l'Union européenne parce que c'est elle qui veut nous insérer de force dans cette mondialisation des échanges, qui veut l'abattage des troupeaux puisqu'elle l'a annoncé clairement. On veut rétablir nos frontières. On veut rétablir des taxes douanières pour taxer les viandes importées, pour les remettre au même niveau et même un peu plus, niveau de prix un peu plus haut que les viandes produites en France, de manière à favoriser nos éleveurs, nos éleveurs nationaux. Ça, c'est la première des choses. Et on veut établir une priorité absolue dans tous les appels d'offre de l'État, vous savez, pour les hôpitaux, les cantines scolaires, les maisons de retraite et tout ça. Il y a des appels d'offre. Donc, il faut une priorité absolue aux produits, pas rien que de l'élevage, les légumes, les céréales, tout français et, si possible, de circuit court, c'est -à-dire le plus proche possible du lieu de consommation pour éviter toute la pollution des camions et de ces navires qui traversent les océans en polluant 5 000 fois plus que ceux dont on veut nous faire peur. Enfin, je veux dire, au nom de cette écologie punitive, qui n'est en fait qu'une escrologie, une vastesse croquerie. Mais bon, tout cela, évidemment, n'est possible que si la France a une compétence réelle dans le pays et notamment la matière commerciale, parce que pour dénoncer un accord de libre-échange, il faut avoir la compétence commerciale. Or, c'est l'Union européenne qui a la compétence commerciale à 100 %. Donc, tous ces gens qui font semblant de s'empailler pour dire « moi, je veux le patriotisme économique », tout ça, alors qu'on sait très bien que c'est l'Union européenne qui décide, en fait, il faut savoir que c'est du pipeau. Ils ne pourront jamais faire le patriotisme économique et les circuits courts et tout ce que vous voudrez, parce que c'est interdit par l'Union européenne. Et que chaque fois que la France dénonce ça ou qu'elle l'essaie de faire du patriotisme économique, elle a des sanctions, des amendes, elle paye des amendes. Donc, ça ne sera possible, tout ça, que si on quitte l'Union européenne et qu'on retrouve notre souveraineté pour lancer un grand plan de sauvegarde de l'agriculture, et le plus tôt serait le mieux, pour avoir des aides ciblées sur les petites exploitations familiales, puisque ça aussi, c'est notre programme. On ne voit pas pourquoi il faut donner des aides. Les aides de la PAC vont principalement aux grandes exploitations de la région parisienne, là où il y a des centaines et des centaines d'hectares qui appartiennent à des firmes agroalimentaires et même à des... des rois, des princes et tout ça. Donc tout ça, nous, on pense que non, qu'il faut rétablir toutes les aides pour les petites exploitations familiales. Et voilà, et bien entendu, les patriotes mettront un terme définitif à cet abattage massif de troupeaux, à moins qu'il y ait des grosses épidémies et qu'il y ait des preuves effectives qu'il soit contaminé et qu'il y ait un danger réel.

Quand on regarde le nombre d'animaux, parce que bon, on teste les animaux à l'instant T, quand on regarde le nombre d'animaux qui sont abattus, il y a très peu de découverte en abattoir.

Oui,

Anne-Marie Cousteau : voilà.

Ça arrive, ça arrive. C'est très rare. Mais c'est très rare. Donc ça veut

Anne-Marie Cousteau : dire qu'avant les tests ont permis de détecter les seuls cas potentiels.

Potentiels ou après ce sont des animaux qui étaient en engrossement, donc qui n'ont pas été testés pendant une période, pendant par exemple une période de profilatie. Ça peut arriver.

Anne-Marie Cousteau : D'accord. Est-ce que vous auriez un mot ? Alors, je répète pour nos auditeurs que ce que je dis sur le programme des patriotes n'engage que les patriotes et absolument pas nos invités, qui ne sont là que pour témoigner de ce massacre et de cette, comment dire, de cette épreuve abominable qu'on leur impose, parce qu'honnêtement, je trouve que c'est indigne, mais vraiment l'indigne d'une société civilisée, même, je dirais. Et c'est indigne de la France. Donc ça n'engage que nous, patriotes, et absolument pas mes trois invités. Est-ce que vous auriez quelque chose à rajouter, un petit message personnel ou quelque chose dont on aurait oublié de parler

? Rejoindre ce que vous venez de dire, c'est aussi finalement tout le travail qu'ont fait les générations, des générations d'agriculteurs. À zègue, un petit peu, leur souvenirisme, j'avais tous la meilleure race de l'Holache. Et finalement, ils permettent aujourd'hui aux Français d'avoir une diversité de produits, l'étier carné sur leur table, de vraiment se faire plaisir et du bien manger. Et on n'accepte pas aujourd'hui la façon dont on traite ce sujet et on sent qu'on méprise vraiment tout ce travail qui a été fait. Cette tradition est quelque chose qui devrait être inscrit au patrimoine national de la France.

Anne-Marie Cousteau : Oui, tout à fait, tout à fait. D'ailleurs, on devrait inscrire les terroirs avec les terroirs, les vaches limousines, avec tel ou tel fromage et tout ça. Mais justement, c'est dans le plan de l'Union européenne de supprimer les appellations. Ils ont déjà supprimé les AOC, mais il y a des IGP, je crois, maintenant. C'est dans leur programme de supprimer tout ça, parce qu'en fait, ils veulent supprimer même l'étiquetage de la provenance de la viande, de l'origine, de la viande et de tout le reste. Donc, ils ne l'ont pas encore fait. Ils l'ont tenté. Ils ont tenté contre les fromages, vous vous souvenez peut-être, contre les fromages à pâte crue, etc. Ils ont essayé de trouver des choses. Il y a eu une levée de boucliers, ils n'ont pas pu le faire. Mais c'est quand même dans les tiroirs. Et c'est pour ça qu'effectivement, ça serait une excellente idée d'inscrire tout ça au patrimoine national de la France. Toutes ces productions locales qui sont merveilleuses avec des bonnes viandes, des bonnes litières, des bons fromages. Ah oui, en parlant de lait, il faudrait quand même rajouter pour nos auditeurs que tous les laits qu'ils achètent, ils sont pasteurisés. Vous, ce ne sont pas des élevages laitiers, mais pour les élevages laitiers, il n'y a pas de risque de contagion à partir du moment où le lait est pasteurisé. Non, c'est pour ça qu'ils sont tous pasteurisés, justement, pour éviter qu'il y ait un moindre souci. C'est ça. Donc vous pouvez en toute confiance continuer à manger les viandes françaises. Mais par contre, regardez bien sur l'étiquette, que ce soit de la vraie vache française. C'est ça, c'est une excellente part. Parce que ce qu'on veut nous importer, là, c'est pas terrible. Bon, mais écoutez, si vous n'avez rien d'autre à dire, non? Non,

je dirais juste que oui, il faut essayer de sauver le peu de paysans qui va rester, le peu d'éleveurs qui va rester dans les campagnes parce que je pense que les années qui arrivent vont être difficiles. Alors, je dirais juste qu'il faut sauver les

Anne-Marie Cousteau : paysans. C'est ça. Merci. Sauver les petits paysans. Sauver les petits paysans, c'est très exactement ça. Merci, Amandine. Tu as vraiment trouvé le mot de la fin parce

que c 'est une urgence, c 'est notre priorité et c 'est vraiment il faut que chacun réfléchisse à ce qui va se passer si nos paysans disparaissent. Quoi? C 'est ça serait gravissime. C 'est déjà en ce moment gravissime pour eux parce qu 'ils vivent une détresse incomparable, mais ça sera gravissime pour nous aussi. Et puis, il faut penser aux générations futures, nos enfants, petits enfants qui, qui auront à manger des viandes de laboratoire ou des viandes importées. Donc, il faut qu 'ils défendent, défendent, défendent les élevages français, les petits élevages français, les exploitations familiales. Écoutez, je vous remercie tous les trois. Je vous souhaite vraiment bon courage. On est avec vous. Tenez -nous au courant de la suite. J 'espère de tout c·ur que vous obtiendrez de sauver votre troupeau, de faire des prophylaxies régulièrement et que finalement, le troupeau subsistera. Voilà. Je pense beaucoup à vous et tenez -moi informés. Tenez -nous informés. Ça marche. Merci beaucoup. Merci à vous. Merci. Merci beaucoup. Merci beaucoup. D 'avoir accepté de témoigner. Merci à vous. Merci beaucoup. Bonne soirée. Bon courage. Bonne soirée. J 'ai vu votre beau t -shirt là. Si, vous voulez le... Ah oui, oui, oui.

(Résumé automatique impossible : Aucun modèle disponible pour l'instant (tous épuisés ou en panne).

Groq : plafonné

SambaNova : occupé 5s

Mistral : occupé 5s

Cloudflare : occu · texte intégral ci-dessus)